

Ouvrir les portes aux syndicats



www.uniglobalunion.org

Novembre 2006

**Accords
mondiaux**

A photograph of the Earth from space, showing the Western Hemisphere with North and South America visible. The image is centered in the middle of the page.

BT
G4S
CSC
Tesco
Amcor
Disney
Allianz
Prosegur
Wal-Mart
Vodafone
Bertelsmann
Barclays Bank
Hydro Quebec
America Movil
France Telecom
Quebecor World
Deutsche Post World Net

**Cibles
mondiales**

**- Etendre la couverture
des accords mondiaux**

Report

uni report

Accords mondiaux

Exporter les normes mondiales du travail au travers des multinationales

En 2000, UNI avait signé le tout premier accord cadre mondial avec Telefónica. Maintenant nous comptons 12 accords pour UNI et 50, tous syndicats mondiaux confondus.

L'objectif est d'augmenter substantiellement ce nombre afin que les normes mondiales du travail s'exportent au travers des multinationales qui dominent de plus en plus l'économie mondiale.

" Les normes fondamentales du travail sont adoptées par les syndicats, les employeurs et les gouvernements à l'Organisation

internationale du Travail à Genève " affirme le Secrétaire général d'UNI, Philip Jennings.

" Mais, trop souvent, les délégués les oublie une fois rentrés chez eux ".

Les conventions ne sont pas ratifiées, les zones industrielles d'exportation deviennent des zones interdites aux normes du travail et, sans sanctions sévères, dans le commerce par exemple, les entreprises peuvent les oublier tranquillement.

Les accords mondiaux veillent à ce que les normes du travail soient observées quel que soit le lieu où l'entreprise opère.

" Nous exportons des normes du travail par le biais d'entreprises mondiales responsables " déclare Philip Jennings.

" Maintenant nous voulons accroître le nombre d'accords et tabler sur les accords existants afin que les syndicats puissent organiser et représenter les travailleurs où qu'ils soient ".

Les accords mondiaux dans les domaines d'UNI comptent à ce jour :
Carrefour : (commerce - 450'000 salariés dans plus de 30 pays)
Falck : (secours et ambulance - dans un nombre croissant de pays d'Europe)

H&M : (commerce - plus grand distributeur mondial de mode)

ISS : (nettoyage contractuel et gestion d'immeubles - 300'000 salariés en Europe, Amérique latine, Asie-Pacifique)

Metro : (commerce - 250'000 salariés)

National Australia Group : (banque multinationale - signature de l'accord prévu à Melbourne en décembre)

OTE : (opérateur télécoms grec)

Portugal Telecom : (télécoms - en Europe, Afrique, Macao et Amérique latine)

Securitas : (sécurité - 211'000 salariés dans 30 pays)

Nampak : (emballage - siège en Afrique du Sud)

Euradius (secteur graphique - siège en Hollande)

Telefónica : (télécoms - acteur puissant en Amérique latine avec des participations en Europe et aux Etats-Unis)

UPU : institution spécialisée des Nations Unies

■ UNI a également signé des accords régionaux avec Barclays Bank en Afrique, First Caribbean et HSBC.



Signature de l'accord UNI-UPU à Berne, Suisse. L'UPU est l'institution spécialisée des Nations Unies qui couvre les opérateurs postaux et leurs gouvernements. Chaque année, cinq millions d'employés traitent et distribuent 430 milliards de lettres du régime national, 6 milliards d'envois internationaux et 5,4 milliards de colis. L'accord favorise le dialogue social afin d'assurer un développement durable de la poste dans le monde et UNI devient un observateur officiel à l'UPU.

Les normes du travail sont fondamentales

Les normes fondamentales du travail, adoptées à l'Organisation internationale du Travail, constituent le point de départ d'un accord mondial.

Toute une série de Conventions ont été renforcées en 1998 par une Déclaration sur les principes et droits fondamentaux au travail.

Le Bureau international du Travail à Genève



Les normes fondamentales de l'OIT sont :

- Reconnaissance du droit d'adhérer ou de fonder un syndicat et de négocier collectivement
 - Pas de discrimination au travail
 - Interdiction du travail des enfants et duPar conséquent, signer un accord mondial signifie que l'entreprise accepte le droit des syndicats à organiser - sans délai ni résistance - n'importe où dans le monde. Pour les syndicats du pays d'origine de l'entreprise, cela signifie également que les questions internationales deviennent un sujet légitime de discussion et de négociations.
- Les syndicats " de domicile " ont un rôle capital dans la négociation et la surveillance des accords mondiaux.
- travail forcé.
 - Des normes environnementales sont aussi un ingrédient essentiel.

L'accord mondial n'est que le premier pas



Le Comité de direction d'UNI à Vienne passe en revue les progrès réalisés dans la campagne pour la conclusion d'accords mondiaux avec les multinationales.

Obtenir d'une multinationale qu'elle s'engage à respecter les droits du travail et à adopter un bon comportement environnemental constitue un grand pas en avant, mais ce n'est que le tout premier pas. L'accord représente le point de départ pour les syndicats nationaux, qu'ils vont devoir suivre.

Un aspect décisif de l'application de l'accord est la chaîne de communication mondiale de l'entreprise. Tous les directeurs locaux ne sont pas nécessairement au courant de l'accord (ou sont au courant mais ne l'approuvent pas). Aussi, lorsqu'un syndicat frappe à la porte pour syndicaliser, il se peut qu'on lui ferme la porte au nez. De même, l'engagement pris d'autoriser les syndicats et de négocier avec eux ne signifie pas nécessairement que l'accès aux adhérents et aux adhérents potentiels sera important.

C'est pourquoi, les accords prévoient généralement des réunions régulières (annuelles) entre l'entreprise, les syndicats et UNI.

Cela permet de soulever les problèmes avec la direction mondiale et de surveiller le fonctionnement de l'accord.

C'est également pour cela que de plus en plus UNI et ses affiliés cherchent à expliquer les détails pratiques de ces importants engagements mondiaux.

Ainsi l'accord Securitas signé en avril 2006 prévoit-il :

- La surveillance commune de l'accord avec une équipe d'application mondiale et de surveillance locale incluant la direction locale, les syndicats et des représentants de santé et sécurité.
- L'accord reconnaît que les syndicats doivent avoir accès aux travailleurs pour pouvoir organiser efficacement et recruter

Les syndicats et la haute direction de Telefónica se réunissent pour examiner le fonctionnement du premier accord mondial d'UNI. Des discussions sont en cours pour réviser l'accord.



des adhérents. L'entreprise accepte de reconnaître les syndicats au niveau national selon la procédure la plus simple à disposition.

- L'accord Securitas intègre le Code de conduite des entreprises (négocié également avec les syndicats et comités d'entreprise) et engage l'entreprise et les salariés à adopter un comportement éthique.

En Australie, notre affilié LHMU s'est basé sur l'accord mondial signé par UNI avec ISS en 2003 pour avoir largement et régulièrement accès aux travailleurs. L'entreprise fera également part aux directeurs et aux salariés qu'elle voit la syndicalisation d'un bon œil.

" Notre objectif est d'ouvrir les portes des ces entreprises aux syndicats nationaux, maintenant et à l'avenir " explique le Secrétaire général d'UNI, Philip Jennings. " Les syndicats doivent participer pleinement aux négociations et exercer leur

droit d'organiser. C'est un passage important pour parvenir jusqu'aux travailleurs et les aider à améliorer leur vie professionnelle. "

Au Brésil, notre affilié SINTETEL a réalisé des progrès considérables en organisant les travailleurs du centre d'appel d'Atento - filiale de Telefónica.

L'accord mondial a été très utile au syndicat pour lancer cette campagne.

Toutefois, à Porto Rico, où prévalent des lois du travail et une gestion à l'américaine, le CWA a rencontré de fortes résistances de la part des patrons locaux d'Atento qui ont lancé un programme pour briser le syndicat, et de ce fait le CWA a perdu le scrutin pour la reconnaissance.

Il est certain que les questions de gestion de la chaîne et de communication seront au programme de la révision de l'accord Telefónica. Ce sera également un point crucial pour les nouveaux accords mondiaux.

Cibler les principales multinationales des secteurs



Wal-Mart: plus grand détaillant au monde. Antisyndical aux Etats-Unis/Canada. Expansion rapide en Chine.
Casino: multinationale française de la distribution présente dans 15 pays. 75'000 salariés en France, 45'000 ailleurs.
IKEA: siège en Suède, plus de 200 magasins dans plus de 30 pays et 84'000 salariés
Tesco: 4e multinationale de la distribution. 250'000 salariés au Royaume-Uni, 50'000 dans d'autres pays.
 Autres cibles pour un accord mondial: la multinationale allemand **Rewe** et l'espagnole **Inditex**.



ABN-AMRO: Banque hollandaise active en Europe, en Amérique latine, aux Etats-Unis et en Asie.
SE Allianz : grand assureur ayant un nouveau statut de Société européenne (SE)
Axa: l'une des plus grandes compagnies d'assurance au monde, créée en France
Barclays Bank: multinationale établie à Londres. 77'000 salariés, 2000 succursales en GB et 500 ailleurs.
 Autres cibles: **Deutsche Bank**, **HSBC**, l'espagnole **BBVA** et **Banco do Brasil**.



Group 4 Securicor: Géant britannique de la sécurité employant 360'000 personnes
Rentokil Initial: présente dans 40 pays et employant 90'000 personnes
Prosegur: : Prestataire espagnol de services de sécurité et transport de fonds employant 55'526 personnes.
OCS: Services de nettoyage et d'immeubles employant 55'000 personnes plus alliances à l'étranger.



CSC (Computer Science Corporation): Prestataire de services TI et délocalisation aux Etats-Unis
Tietoanator: multinationale finlandaise/suédoise de services de TI
Cap Gemini: multinationale française de services TI



Disney: troisième organisation de médias au monde (parcs à thème, TV, cinéma)
Bertelsmann: plus grand conglomérat de médias en Europe
News Corp: conglomérat de médias américain de Rupert Murdoch.
 Futures cibles : **Sony** et **Time Warner**.



Deutsche Post World Net - y compris DHL: 380'000 salariés dans 220 pays/territoires
Canada Post International: société de conseil de la poste canadienne
GeoPost: multinationale française liée au Groupe La Poste
 Future cible: la néerlandaise **TPG/TNT**.



Quebecor World: impression, radiotélévision et câble. 49'000 personnes et 8,67 milliards de chiffres d'affaire
Ancor Packaging: 48 usines dans 18 pays et 226 filiales
Kimberley-Clarke: en Amérique du Nord et en Europe. Emploie 60'000 personnes. Chiffre d'affaires : 15 milliards de \$



Des négociations sont en cours avec **Deutsche Telekom** (247.000 travailleurs), **France Telecom** (218.000 travailleurs) et **Telia Sonera** (29.000 travailleurs).
 Autres cibles: la mexicaine **America Movil**; les britanniques **BT** et **Vodafone**; **MTN** et **Telekom South Africa**; **NTT**, **Singtel** et **Telecom Malaysia** en Asie



Hydro Quebec: multinationale canadienne connaissant une expansion en Amérique latine
Aes: société américaine d'énergie avec des activités dans toute l'Amérique latine
Endesa: multinationale espagnole